

## Cette arme nucléaire de destruction massive russe qui pourrait déclencher des tsunamis de 90m de hauteur



Un nouveau sous-marin, dont la construction vient de débuter en Russie, serait capable de provoquer des tsunamis pour anéantir les villes côtières. Du moins, c'est ce qu'affirme le Kremlin.

Avec Jean Sylvestre Mongrenier

### **Atlantico : Vladimir Poutine a annoncé la construction d'un nouveau sous-marin russe à drones. Celui-ci pourrait être capable de provoquer des tsunamis de 90 mètres de haut, capables d'anéantir les villes côtières selon les experts. Quelle est la réalité de la "menace" ici présentée ?**

**Jean-Sylvestre Mongrenier :** Faut-il commenter toutes les annonces de Vladimir Poutine et, plus généralement, toutes celles des officiels et médias russes ? En vérité, depuis le durcissement du régime entamé à l'issue du scrutin présidentiel de 2012, les effets d'annonce succèdent aux effets d'annonce. Le discours prononcé par le président russe, le 1er mars 2018, s'inscrit dans le prolongement d'interventions antérieures, avec il est vrai une montée en gamme dans la menace. Les experts occidentaux s'interrogent sur l'utilité opérationnelle ou le degré de développement réel des différents systèmes d'armes présentés lors de de cette intervention. Une certitude : par définition, toutes les armes de destruction massive en possession des grandes puissances, si elles étaient employées, provoqueraient des destructions massives et de graves conséquences sur les milieux de vie, les climats et les équilibres écologiques. Il reste que l'insistance de Poutine sur les effets de ces armes ainsi que ses menaces répétées sont inquiétantes et significatives. Nous sommes bien dans une nouvelle guerre froide.

Une génération après la fin du système Est-Ouest, le thème de l'« hiver nucléaire » et autres hypothèses sur toutes les conséquences d'un ultime spasme thermonucléaire, sont redécouverts. Les idéologies soft de notre modernité tardive traitent de l'« humain » (l'expression d'« être humain » comportant une dimension métaphysique, elle a quasiment disparu), de « mère nature » et de la « planète », ou encore des « biens communs de l'humanité ». La politique-spectacle, y compris dans sa version scrogneugneu (i.e. poujadiste et protestataire), a un temps fait oublier ce qu'est l'« essence du politique » (Julien Freund). Le djihadisme global, le péril d'une déflagration générale au Moyen-Orient et les menaces incarnées par les puissances révisionnistes (Russie, Chine, Iran) nous font redécouvrir l'enjeu suprême de la politique, au sens éminent du terme : la conservation de l'être. Sur ce point, le discours de Poutine constitue un salutaire rappel à l'essentiel. Il faudrait relire en parallèle le « discours de Munich », prononcé le 10 février 2007. Beaucoup de choses y étaient déjà dites.

Présentement, cette information évoquant un tsunami possiblement causé par une arme russe entre en résonance avec les esprits

---

contemporains, marqués par la thématique du réchauffement climatique et de la montée des eaux, plus que par celle de l'« hiver nucléaire ». Le détail de la menace est discuté par les stratèges et les géologues mais nul doute que l'emploi d'armes de destruction massive aurait de multiples effets et constituerait un désastre. Cependant, ce discours militariste est aussi destiné à la population russe : il faut justifier le primat des « canons » sur le « beurre », nourrir le complexe obsidional des Russes et justifier une vision du monde parano-victimaire. Le fait que cela fonctionne sur la psyché russe ne justifie en rien cette rhétorique. La persuasion n'est pas équivalente à la démonstration raisonnée.

Au total, si menace il y a bien, celle-ci réside dans la politique révisionniste russe, dans la volonté de détruire le système de sécurité paneuropéen et dans l'intention stratégique du régime. Elle ne réside pas dans les armes en tant que telles. Nous n'avons pas besoin de ce type d'annonce pour prendre conscience que la Russie est menaçante, susceptible de passer à l'acte sur l'un ou l'autre théâtre et qu'elle possède des armes de destruction massive. « Rien de nouveau sous le soleil ». C'est la conjonction d'une intention hostile et d'un ensemble de moyens (militaires et autres), capable de traduire cette intention en actes, qui définit l'ennemi. Et Poutine pose bien la Russie comme tel. Trop longtemps pratiqués par les diplomaties occidentales, les « ambiguïtés constructives » et le déni de réalité ne sont plus d'actualité.

Si l'on considère les moyens militaires, le fait est que la Russie, au cours de la dernière décennie, a conduit un important programme de modernisation de son armée et de ses équipements. Lors du discours de Poutine, le 1er mars 2018, les auditeurs ont pointé son insistance sur le fait que sa présentation high tech des programmes militaires russes n'était pas du « bluff » (dixit). Avec des accents à la Medvedev dans la valorisation des technologies incorporées dans les systèmes d'armes. S'il a pu sur certains points forcer la réalité, nul doute que sa vision du monde, frustrée mais robuste, son projet politique révisionniste et son intention stratégique sont à prendre au sérieux.

## **Il y a visiblement un souhait de la part du Kremlin de s'imposer comme alternative militaire aux États-Unis, et même à l'OTAN. Quels peuvent-être les conséquences de cette volonté ? L'OTAN ne risque-t-il pas de voir cela comme une provocation ?**

Le domaine de la géopolitique et des rapports de puissance n'est pas celui des « souhaits ». Nous sommes dans la sphère de la volonté de puissance, des rapports de force, de la polarité ami-ennemi et de la dialectique commandement-obéissance. La Russie comme alternative militaire aux États-Unis ? Nous n'en sommes pas là. Il suffit de comparer les budgets et les arsenaux. Le pouvoir russe s'est surtout révélé fort d'un certain nombre de faiblesses occidentales qui ne relèvent pas de la puissance militaire. En fait, Poutine et la Russie ont été négligés, d'autres conflits et menaces accaparant les Occidentaux, jusqu'à ce que l'affaire ukrainienne atteste de l'hostilité de la Russie à l'encontre de l'Occident (cf. infra). Les idéologies soft ont également fait perdre aux opinions publiques le sens de l'ennemi et du conflit.

La Russie comme alternative à l'OTAN ? En quoi donc ? La fonction principale de l'OTAN, qui constitue non pas un acteur global mais une alliance militaire d'États souverains, est de protéger ses membres contre toute agression, en assurant leur défense collective (cf. article 5 du traité de l'Atlantique Nord). L'agresseur potentiel représenterait une solution de rechange à ce système de défense collective qu'est l'OTAN ? Cela n'a pas de sens.

Bien au contraire, la menace russe souligne plus encore l'importance de l'OTAN. Les deux pays dont la candidature officielle à l'OTAN a été repoussée, lors du sommet de Bucarest (printemps 2008), ont ensuite été attaqués par la Russie : il s'agit de la Géorgie (août 2008) et de l'Ukraine (mars 2014). Sans l'UE (Union européenne) et l'OTAN, l'Europe basculerait tôt ou à tard dans des guerres interétatiques, Moscou cherchant à instrumentaliser les uns contre les autres. Le souhaite-t-on ?

Quant aux actes et provocations de la Russie, depuis le rattachement manu militari de la Crimée et le lancement d'une guerre hybride au Donbass (mars 2014), ils sont enfin pris en compte, dans toutes leurs dimensions (voir aussi la cyberwar et la désinformation, rebaptisée « guerre de l'information »). Aux frontières orientales de l'Europe, les Alliés ont renforcé leur posture de défense et de dissuasion. Le processus a été amorcé au sommet du pays de Galles (septembre 2014), confirmé et amplifié lors du sommet de Varsovie (juillet 2016). Après un long déni de la menace russe et l'absence de planification stratégique dans cette direction, la « présence avancée » de l'OTAN aux frontières orientales est devenue une réalité politique, stratégique et militaire. Une réponse strictement proportionnée à la menace. A ceux qui expliquent incessamment qu'il faut murmurer à l'oreille de Poutine, rappelons aussi que les relations diplomatiques ont été maintenues.

En revanche, il n'est pas question pour l'OTAN et ses États membres de réagir à tout discours du Kremlin. Il importe en effet de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Evaluons soigneusement la menace et les moyens qui la portent, apportons-y des réponses, mais sans réagir aux effets d'annonce de la propagande russe. Nous ne sommes pas des cockers courant après toutes les balles qui leur sont lancées. Notons par ailleurs que la Russie pourrait se prendre elle-même au piège d'une course aux armements, et ce bien que les dirigeants russes répètent sur tous les tons qu'on ne les y reprendra plus. Le primat du complexe militaro-industriel russe sur

---

l'économie domestique, dans le cadre d'une forme de capitalisme d'Etat dominée par les clans qui évoluent autour du Kremlin, constitue le principal obstacle à un développement équilibré. C'est tout un système de pouvoir qui doit être incriminé (cf. infra).

**Dans un discours, M. Poutine a déclaré que la création de ces nouvelles armes rendait la défense antimissile dirigée par l'OTAN "inutile" et signifiait une fin effective à ce qu'il décrivait comme "des efforts occidentaux pour entraver le développement de la Russie". Quels sont les objectifs poursuivis par Vladimir Poutine dans un tel discours ?**

Depuis près de deux décennies, Poutine répète que la défense antimissile de l'OTAN est à la fois inutile et nuisible, tout cela en développant la défense antimissile de la Russie. L'OTAN et ses Etats membres devraient-ils donc s'interdire ce que la Russie se permet ? A certains égards, l'argumentation russe rappelle la déclaration de François Mitterrand au Bundestag : « Les fusées sont à l'Est, le pacifisme est à l'Ouest » (Bundestag, 20 janvier 1983). Le propos de l'ancien président français s'inscrivait dans la « bataille des euromissiles » (1977-1987). La citation peut sembler ancienne, mais la volonté russe de liquider le système paneuropéen de sécurité mis en place au sortir de la Guerre Froide, voire de redéployer des forces nucléaires intermédiaires (FNI), lui donne toute son actualité. Ainsi le missile Iskander, déployé dans l'enclave de Kaliningrad (ex-Königsberg), constitue-t-il un euromissile. A tout le moins, Moscou teste les limites autorisées par le traité d'interdiction des FNI (500-5500 kilomètres de portée), ce traité négocié entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev (1987), annonciateur de la fin de la Guerre Froide.

Quant aux systèmes antimissiles déployés dans le cadre de l'OTAN, soulignons le fait que ces armes sont strictement défensives : il s'agit non pas d'une « épée » mais d'un « bouclier ». L'objectif est de pouvoir intercepter un petit nombre de missiles tirés par une puissance proliférante, dotée de quelques armes balistiques (une « puissance pauvre »). L'exemple type est celui du régime iranien qui développe un important programme balistique, à partir de technologies soviétiques qui lui ont été vendues par la Corée du Nord (des Scuds B et C). Téhéran dispose de missiles Shahab d'une portée de 1600-2000 kilomètres. En septembre 2017, le régime iranien a testé le missile Khorramchahr, d'une portée de 2000 kilomètres, capable d'emporter plusieurs ogives. Des missiles de précision ainsi que des unités de production de telles armes seraient en cours d'installation en Syrie, en différents lieux (cf. la base T4, près de Palmyre), voire dans la partie sud du Liban que domine le Hezbollah. D'où des frappes israéliennes répétées, notamment en février et avril 2018. En guise de réponse aux légitimes préoccupations israéliennes, Moscou s'appête à livrer des S-300 au régime de Bachar Al-Assad (après avoir livré ces systèmes à l'Iran). Au Moyen-Orient, les lignes d'affrontement se précisent donc. Nous sommes loin de la Pax Poutina un temps exaltée. La guerre en Syrie mute dangereusement.

L'arsenal balistique de Téhéran permet de frapper tous les Etats de la région, y compris Israël, ainsi que les bases dont les Occidentaux disposent au Moyen-Orient. Téhéran entend dominer toute la région et, en alliance avec la Russie, en chasser les Occidentaux. Avec ses bases en Jordanie et dans les Emirats arabes unis, la France est également menacée (la situation rappelle l'importance des porte-avions qui sont autant de bases aéronavales mobiles et souveraines). En réponse à la volonté occidentale d'ouvrir une négociation sur ce programme balistique, les dirigeants iraniens ont menacé d'intégrer l'Europe dans leur plan de tir. Aussi les puissances occidentales ont-elles commencé à s'accorder, afin d'apporter une réponse collective à la menace iranienne (i.e. la question du nucléaire après 2025, le programme balistique, l'expansionnisme irano-chiite). Par ailleurs, la prolifération balistique n'est pas le seul fait de l'Iran et elle concerne l'ensemble de la « plus grande Méditerranée » (Yves Lacoste). A moyen et long termes, le flanc sud de l'Europe pourrait être lui aussi menacé par des capacités balistiques. A l'évidence, on ne saurait se désintéresser de la question.

Toujours est-il que la défense antimissile de l'OTAN n'a pas été décidée et installée pour répondre à une attaque de Moscou et intercepter des centaines de missiles. L'OTAN ne dispose que d'une grosse vingtaine d'intercepteurs et, face à une salve de missiles russes, sa défense serait saturée. En vérité, les Occidentaux ont maintes fois répété à leurs interlocuteurs russes que ce système n'avait pas été pensé et conçu contre eux, ce qui n'a pas empêché l'échec de la négociation (Moscou aurait voulu un droit de regard sur la défense antimissile de l'OTAN, sans même envisager la réciprocité). De la part de Moscou, il est contradictoire de prétendre que la défense antimissile constitue une menace pour la Russie tout en insistant sur le fait que les missiles russes se joueraient aisément de ce système. Il est vrai que la logique aristotélicienne n'est pas le souci premier de Poutine. Ce dernier s'inscrit dans une logique de puissance.

En fin de compte, pourquoi une telle hostilité du Kremlin à l'encontre d'un système qui ne menace pas la Russie? Parce que la défense antimissile fait de la Communauté euro-atlantique (l'espace OTAN-UE) un espace de sécurité indivisible et qu'elle perpétue l'irréfragable alliance entre l'Europe et les Etats-Unis. Le maintien de la présence américaine en Europe contrarie les projets de Poutine, fondés sur l'hypothèse d'une Amérique isolationniste qui laisserait l'Europe basculer à nouveau dans la division, les rivalités nationales et les guerres interétatiques. Tels sont les objectifs politico-stratégiques poursuivis par Poutine. Ils sont étroitement liés à la nature de ce régime liberticide, à son projet révisionniste ainsi qu'à son « économie de commande » (le capitalisme d'Etat évoqué plus haut). Ce système de pouvoir est non pas tourné vers la satisfaction des besoins domestiques, mais vers la domination extérieure

---

(voir supra). C'est toute la problématique de la « puissance pauvre ». Rien de neuf au regard de la longue histoire russe. .

Pour conclure, rappelons que la Russie renforce ses défenses antimissiles (avec des armes nucléaires, en plus des S-400), tout en prétendant simultanément nous interdire de faire de même. Il est frappant de constater que cet aspect des choses est rarement souligné auprès du public, d'un certain public à tout le moins. Celui-ci loue la Realpolitik du Kremlin, s'épate des mensonges du Kremlin mais considère que l'Occident devrait se confiner à l'Idealpolitik. Haine de soi et masochisme occidental ? Intégration mentale du schéma tiers-mondiste, au bénéfice de toutes les puissances opposées aux Etats-Unis et à l'Occident ? Nous avons connu cela à l'époque de la Guerre Froide et des luttes liées à la décolonisation.